Parti Socialiste
Convention nationale extraordinaire
Vendredi 20 mai 1988

Sommaire

Le président (Claude Estier) 2
Pierre Mauroy 2
Michel Rocard 2
Pierre Mauroy 4
Louis Mermaz 11
Motroni 14
Ibanez (Doubs) 15
Pierre Hiard (Somme) 15
Debout (Loire) 16
Louis Mexandeau 16
Gérard Montigny (fédération de l'Aisne) 18
Louis Mermaz 19
Louis Mexandeau 21
Une intervenante (Hautes-Pyrénées) 23
Un intervenant (Indre et Loire) 24
Un intervenant de l'Allier 24
Leconte (Essonne) 24
Guy Bêche (fédération du Doubs) 25
Guillot (Drôme) 25
Jacques Telly 26
Alfred Recours 26
Yvon Deschamps (fédération du Rhône) 26
André Pineau 27
Jean-Pierre Udiet (Ariège) 27
Guy Bêche (Doubs) 27
Gisèle Stievenard 28
Une participante (Eure) 28
Une participante (Loire Atlantique) 28
Guilloteau (Aisne) 28
Louis Mexandeau 29
Louis Mermaz 29
Pierre Mauroy 30
Henri Emmanuelli 33

La séance est ouverte sous la Présidence de Claude Estier.

Copyright Fondation Jean-Jaurès

Le président (Claude Estier)
Camarades, je déclare ouverte la Convention nationale spécialement convoquée ce soir pour décider des investitures à la fois des candidats Socialistes et de ceux à qui nous réservons un certain nombre de circonscriptions.
Nous avons beaucoup de pain sur la planche, et il serait souhaitable que cette convention se déroule dans les meilleures conditions c'est-à-dire d'une part que les interventions soient les plus brèves possibles, et que quelles que soient les difficultés qui demeurent à résoudre, nous puissions le faire dans le calme, dans la tranquillité, et sans les bousculades qui se déroulent quelque fois dans ce genre de réunion.
J'appelle véritablement votre attention pour que tout cela se déroule dans les meilleures conditions possibles.
Je donne tout de suite la parole au premier secrétaire, Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy
Chers camarades, permettez que mes premiers mots devant cette Convention soient pour vous dire ma joie. Tout au long de ma vie militante, j'ai rempli bien des fonctions, j'ai participé à la vie associative, à la vie parlementaire, j'ai animé des collectivités locales et assumé des responsabilités de gouvernement. J'ai connu des périodes de doute et de recul, mais depuis 1971, aux côtés de François Mitterrand, je me réjouis de nous voir ensemble écrire des pages exceptionnelles.
J'adresse à François Mitterrand l'expression de notre confiance et de notre amitié.
De toutes ces responsabilités d'hier, celle de premier secrétaire me comble, parce qu'elle touche à ma conviction, à mon engagement, et à notre espérance qui est commune.
Voilà Michel Rocard qui arrive. Je salue le Premier Ministre.
(Vifs applaudissements)

Le président - Je suis heureux de saluer en votre nom à tous la venue de Michel Rocard. Il dispose bien entendu de peu de temps. Il souhaite s'adresser à vous. Si Pierre Mauroy n'y voit pas d'inconvénient, j'interromps son intervention et je donne tout de suite la parole à Michel Rocard.

Michel Rocard
Mes chers camarades, interrompre un premier secrétaire est une chose qui n'est pas très coutumière dans notre Parti, et ce n'est pas pour avoir pris une distance fonctionnelle, mais non affective avec lui, que je suis prêt à entériner la règle.
J'adresse à Pierre Mauroy mes remerciements les plus éminents.
Nous partons pour une bataille électorale importante, dont la qualification, dont la description, dont le contenu presque éducatif ou d'éducation politique qu'elle donnera à l'électorat, est je crois décisive pour la stabilisation de notre pays et l'installation d'une majorité présidentielle dont la Gauche est la composante principale, mais ni exclusive, et si possible pas trop dominante, et sera la marque

Fondation Jean-Jaurès

des temps qui viennent.
Nous avons la chance de changer une composante considérable de l'histoire de notre pays qui était que la Gauche, un, était minoritaire, deux, quand elle arrivait au pouvoir c'était pour peu de temps et pas tellement perçue comme légitime au pouvoir.
La campagne qui s'engage, sur l'issue de laquelle, nous avons des anticipations que je qualifierai simplement de raisonnables, porte avec elle cet enjeu historique.
Que nos chances de victoire nous sachions les modérer, et les présenter comme ne suffisant pas à décrire toutes les convergences républicaines qu'autour du Président de la République, François Mitterrand, nous nous sentons capables de porter avec nous, au nom de cette simple constatation, qu'au-delà du conflit traditionnel, Gauche-Droite, qui est principalement un conflit sur le pouvoir de l'argent dans la société et sur son partage, un conflit de justice. Nous avons maintenant un conflit qui traumatise la France plus profondément, et quel conflit... sur le point de savoir si nous acceptons une société à deux vitesses ou pas.
D'un côté tout pour les forts, pour les performants, tout pour l'exportation, tout pour ceux qui ont la qualification, aux revenus certains et assurés, et tant pis pour les autres, pas de charges sur les performants pour faire suivre les autres, les aider à prendre le train et surtout si le peuple se plaint, la police, la répression sont là pour cela.
De l'autre côté, la volonté absolue clairement exprimée dans la lettre de François Mitterrand à tous les Français de refuser cette France à deux vitesses, et se porter garant qu'il y a compatibilité entre la performance de notre économie, les charges nécessaires à assurer, la responsabilité de donner à chacun sa chance de conquérir la qualification, l'insertion professionnelle, qui lui permettront de recevoir un revenu dans la dignité, d'une participation à l'activité collective, la volonté enfin que tous les problèmes de ceux qui devant le travail, devant l'emploi, qui par leur couleur de peau, ou par leur langue, par leur religion, ou le niveau de leur revenu, sont en situation marginale dans notre société, s'y sentent appuyer, aider, et non pas à priori suspects.
J'ai en plus la conviction qu'au delà de la morale, qu'au-delà des valeurs profondes de la Gauche, et de la déclaration des Droits de l'Homme, c'est-à-dire de nos traditions les plus républicaines, j'ai la conviction supplémentaire qu'en plus l'efficacité économique est à ce prix. Je ne crois pas que la France du 21ème siècle puisse être debout, rayonnante, exportatrice avec des conflits sociaux graves chez elle, un quart de sa population sujette à la méfiance et l'oppression des trois autres quarts, ce n'est pas la France que nous voulons, et elle-même ne serait pas debout.
Nous devons savoir mener cette campagne en affichant toujours que la Gauche, telle qu'elle s'est historiquement reconnue depuis la dernière guerre mondiale dans tous ses combats, les derniers que nous avons menés, se sait forte, se sait capable de majorité et se sait non complètement représentative de ce rassemblement républicain, de ce rassemblement de solidarité, que le Président

Fondation Jean Jaurès

de la République appelle autour de lui.
Nous allons donc mener cette campagne dans cet esprit au nom de cet esprit. Vous allez dans quelques minutes commencer un labeur difficile. Je viens d'apprendre que la constitution d'un gouvernement ne va pas sans quelques menaces de crise cardiaque, ici ou là, ne serait-ce que sur des délais d'attente téléphonique, ou des incertitudes un peu trop longtemps supportées.
Vous allez collectivement supporter ce genre d'exercice. Nous sommes des Socialistes, vous saurez le faire dans la dignité, dans le respect mutuel dans la découverte que la qualité de notre démocratie interne est aussi garante de la qualité de la démocratie qui régnera aussi dans tout l'ensemble de la future majorité présidentielle représentée au Parlement.
Je n'en dirai pas plus ce soir. Il ne convient pas à un Premier Ministre, et puis il faut bien que l'Etat tourne, et j'étais simplement venu ce soir, mes camarades, tout simplement, et sans mettre annoncé pour une demande de parole, vous souhaiter une très grande bonne chance pour vos campagnes, pour ce labeur harassant, mais déjà pour la soirée et la nuit que vous allez passer, dont j'ai quelque expérience militante pour vous dire que je sais qu'elles ne seront pas commodes, mes vœux vous accompagnent, et que vous restiez capables d'être souriants devant ce labeur.
J'aurai l'occasion de vous en dire plus, plus longtemps, et dans d'autres termes, et autrement.
Nous sommes partis pour une très immense aventure. Je rappelle que la barre est au niveau du record de notre parti frère, de l'Internationale Socialiste, le Parti suédois qui a gagné une élection pour rester quarante quatre ans au pouvoir ! C'est une barre honorable pour fixer les ambitions qui doivent être les nôtres.
Je crois savoir que la Convention se réunit out of the record.
Merci à tous, et bon travail ce soir.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Michel Rocard d'être venu nous apporter sa présence et ses encouragements. Nous en aurons besoin.
Je redonne la parole à Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy
Cher Michel, je voudrais te remercier et être l'interprète, après Claude Estier, de tous les camarades qui sont ici réunis en Convention, de cette visite amicale. Je sais ce que sont l'emploi et le travail d'un Premier Ministre ; c'est chic à toi d'être venu de cette manière, de t'être exprimé comme tu l'as fait.
Nous allons avoir, certes, une soirée un peu rude, selon nos habitudes, mais nous allons faire notre travail. Ce qui est l'essentiel, c'est que dès demain en tous les cas dès lundi, nous soyons dans la campagne électorale, totalement, aux côtés du gouvernement, du Président de la République, et nous allons faire en sorte de ramener une belle victoire ; en tout cas, nous serons à vos côtés, nous serons avec vous, et je tiens à t'exprimer la confiance et les amitiés du Parti Socialiste et des camarades du Parti Socialiste.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Je reprends le cours de cet exposé que je commençais, pour dire la joie de participer à cette Convention, joie de vous retrouver, joie aussi d'accueillir le Premier Ministre.
Je voulais justement, au moment où je suis ici dans cette fonction de premier secrétaire, saluer celui qui a été pendant de longues années, pendant sept ans, le premier secrétaire du Parti Socialiste, qui a fait un travail considérable, Lionel Jospin et je voulais tout simplement le remercier pour le travail qu'il accompli et lui dire l'amitié des camarades qui sont ici, mais bien au-delà, l'amitié de tous les camarades du Parti Socialiste.
(Applaudissements)
En ce qui me concerne, je m'inscris dans la continuité de ce que tu as fait, Lionel, et je vais m'efforcer avec vous et avec bien d'autres d'accroître encore le rayonnement et l'efficacité de cet outil collectif que nous avons forgé ensemble, qui est notre Parti.
Mes chers camarades, tout à l'heure vous allez entendre le rapport de Louis Mermaz et nous serons au vif de notre sujet ; d'abord, savoir quelles sont les décisions que vous avez prises au niveau de vos sections, de vos fédérations, et ensuite retenir une quarantaine de circonscriptions qui sont réservées pour faire des propositions que nous appelons les propositions de l'ouverture.
Alors, première observation : nous avons souhaité que, dans le Parti, au niveau des sections et des fédérations, les militants puissent choisir leur candidat. Nous n'avons pas voulu prendre certainement les moyens qui auraient été plus commodes pour nous, soit de désignations, soit de propositions sur le plan national ou sur le plan fédéral, pour ensuite qu'il y ait ratification au niveau d'une Convention nationale. Nous avons fixé les assemblées générales de circonscriptions et les réunions de section le mercredi et le jeudi pour permettre aux camarades de choisir leurs candidats.
Je pense qu'ils ont été sensibles à la décision.
En tous les cas, tout à l'heure, on vous rapportera quelles sont ces décisions.
Pour le reste, et c'est le plus difficile, c'est naturellement dans la quarantaine de circonscriptions réservées qu'il va falloir faire nos choix.
Et pourquoi ?
Pourquoi avons-nous réservé quarante circonscriptions ? Et pourquoi aurons-nous des choix difficiles ?
Parce que nous voulons l'ouverture, l'ouverture, qu'est-ce que c'est ?
Au moment où la société est plus ouverte, au moment où chacun réclame de la part du monde politique, l'ouverture, nous voulons, nous aussi, un Parti Socialiste plus ouvert.
Les valeurs qui ont triomphé le 8 mai s'appellent tolérance, dialogue, solidarité.
Nous n'avons pas à l'oublier.
L'ouverture, c'est un état d'esprit. Nous en faisons montre et nous continuerons.
L'ouverture, François Mitterrand l'a proposée, durant toute sa campagne électorale. Il l'a ouverte le soir même de son élection. Il a proposé de la concrétiser lors de la formation d'un gouvernement.

Fondation Jean-Jaurès

Et il a choisi un Premier Ministre, Michel Rocard, de l'ouverture.
Et d'ailleurs, je constate que 40% des membres de l'équipe constituée autour du Premier Ministre, de Michel Rocard, ne sont pas membres du Parti Socialiste.
Cette ouverture, les dirigeants de la Droite l'ont refusée. Les partis traditionnels ont exercé d'incroyables pressions sur les républicains qui étaient prêts à accepter la main que nous leur tendions. Non seulement, ils l'ont refusée, mais même ils se sont attachés à l'interdire, et tandis que nous proposons l'ouverture, ils organisent la fermeture. Ils distribuent leur nouveau label dont la sonorité gutturale rappelle l'espèce de monstre d'une célèbre série américaine.
Ils menacent d'exclusion ceux qui souhaitent participer à l'union de la France dans laquelle s'est engagé François Mitterrand.
Ils se disposent à présenter des candidats contre ceux des leurs qui souhaitent répondre à notre appel.
Cette attitude de refus a été exprimée par les chefs de file de la Droite, avant la dissolution de l'Assemblée Nationale.
En réalité, ce sont ces prises de position, qui, très naturellement ont conduit Michel Rocard à estimer qu'il ne disposait pas des moyens parlementaires, pour conduire son action.
Et par conséquent, la dissolution devenait nécessaire et elle était logique. Car, ne soyons pas naïfs, que signifierait un gouvernement obligé de négocier chaque texte, chaque initiative avec les minorités du suffrage universel ? Sans qu'eux-mêmes ne prennent le moindre engagement pour l'avenir, sans donner la moindre assurance de durée ?
Qui pourrait accepter de se livrer ainsi pieds et poings liés au bon vouloir des forces politiques et qui, à l'évidence, attendraient les premiers aléas pour tenter de provoquer de nouvelles élections, dans un contexte qu'ils estimeraient favorable à leur camp ?
Restons sérieux...
La logique des institutions de la Vème République n'a jamais été formée sur des majorités tournantes, des majorités d'idées, ou autres combinaisons de ce type.
Je m'étonne quand même d'entendre les chantres traditionnels de nos institutions oublier leur fidélité à la constitution au profit de leurs intérêts partisans et électoraux...
Raymond Barre a fait preuve de plus de dignité mais aussi de fidélité en reconnaissant que la décision du Président de la République s'inscrivait dans la plus parfaite logique constitutionnelle.
Si nous sommes favorables à l'ouverture, il est clair qu'elle ne peut être comprise comme tournant le dos au Parti Socialiste.
François Mitterrand réélu, nul ne comprendrait que le Parti Socialiste soit minoritaire. Rien ne peut être clair que ce qui se passe au moment des élections, sous leurs yeux et qui est soumis à leur ratification.
Telle est la démarche que nous avons choisie, et qui est la seule conforme aux exigences de la démocratie.
Les centristes - mais je n'aime pas ce terme car il n'a pas une grande signification politique, il y en a eu trop sous d'autres Républiques, et en effet

Fondation Jean-Jaurès

sous ce mot on trouve aussi bien des radicaux, que des démocrates chrétiens ou des libéraux.
Pour ma part, je préfère parler de républicains, de modérés mieux encore, de démocrates de progrès.
En réalité, l'UDF voudrait se protéger du RPR, et le CDS se protéger de l'UEF.
Je comprends cette ambition mais enfin... en instaurant la représentation proportionnelle, nous leur avons donné les moyens de cette autonomie. Ils n'ont pas voulu, pas su ou pas osé en faire usage.
Nous n'en sommes pas responsables. Ca n'est pas nous qui avons rétabli le scrutin majoritaire qui tend effectivement à geler les blocs antagonistes.
C'est au RPR... c'est à M. Pasqua que les républicains et que la Droite modérée devra adresser ses récriminations.
Nous, nous prendrons acte d'une situation non seulement nous en prenons acte mais encore nous essayons, par un effort sur nous-mêmes, un important effort au demeurant de trouver des solutions qui soient acceptables pour tous.
Mes camarades, je le dis aujourd'hui à cette tribune, je le dis pour le Parti, je le redis parce que c'est l'avis à la fois du Premier Ministre et du Président de la République, le Parti Socialiste ne gouvernera pas seul. Même si les électeurs nous accordaient une majorité absolue de sièges à l'Assemblée Nationale, nous ne voulons pas gouverner seuls.
Cet engagement, je le prends en votre nom et je le prends après m'en être entretenu avec le chef de l'Etat. Je le prends avec ou en accord avec François Mitterrand, en accord avec le Premier Ministre avec qui j'en ai discuté.
Dans cette situation chacun comprend bien que nous ne pouvons pas assurer des responsabilités qui ne nous appartiennent pas.
Nous avons pris acte du refus des formations politiques concernées par l'appel d'ouverture lancé par François Mitterrand et par Michel Rocard. Nous en avons pris acte.
Le Président de la République en a tiré la conclusion en prononçant la dissolution de l'Assemblée Nationale sur proposition de son Premier Ministre.
Notre volonté d'ouverture demeure. Faute de pouvoir traiter avec des formations politiques, nous avons accepté de discuter avec les personnalités. Certaines sont déjà présentes au sein du gouvernement. D'autres vont bénéficier de notre investiture.
Je comprends que par fidélité à leur engagement, d'autres souhaitent attendre encore.
La fidélité a des principes et des engagements... mais on peut bien le dire... dans la vie politique, il y a des inattendus. Il faut le comprendre.
Le processus de recomposition de notre vie politique engagé depuis les élections présidentielles, sera nécessairement long, et exigera différentes étapes, nous le savons, et nous y sommes prêts.
La première étape a été la formation du gouvernement de Michel Rocard. Ce gouvernement compte, en son sein, de hautes personnalités : la justice, industrie, communication, médecine et je veux saluer notamment en votre nom, la présence dans ce gouvernement de Pierre Arpaillange, de Roger Fauroux, de

Catherine Tasca, et de Bernard Kouchner.
Ce gouvernement est bien celui de l'ouverture. Il s'est élargi à des personnalités qui représentent la tradition républicaine, et radicale-Socialiste... je pense à Maurice Faure, Jacques Pelletier, et Michel Durafour.
Nous vivons aujourd'hui la seconde étape avec l'attribution des investitures. Sur 555 circonscriptions métropolitaines, les Socialistes ont choisi leur candidat dans plus de 500 d'entre elles.
Avec le Bureau exécutif, j'ai en effet tenu à ce qu'indépendamment des délais importants, notre procédure normale de désignation puisse néanmoins fonctionner.
Même en cette période exceptionnelle, le respect de la démocratie interne devait être assuré. Nous nous sommes fixé deux objectifs.
- Réussir l'ouverture.
- Permettre à un nombre important de femmes d'être élues.
En ce qui concerne les candidatures féminines, nous avons opté pour le schéma suivant mais nous en discuterons dans le prochain quart d'heure : tenter d'obtenir l'élection de 35 à 40 femmes et, dans cette optique, donner une priorité aux députés sortants dans la répartition des circonscriptions. Dans toutes les fédérations, ayant 5 circonscriptions gagnables ou plus dont aucune ne soit gelée, pour d'autres raisons, réservez l'une de ces circonscriptions à une femme. C'est au moins la consigne que nous avons donnée au niveau des fédérations.
L'ouverture politique, quant à elle, s'exprime de la manière suivante : dans les circonscriptions où nous ne présentons pas de candidats issus de nos rangs, afin de faire la place à un membre du gouvernement, réservons une place à l'une de ces femmes ou de ces hommes qui, les premiers, ont répondu à l'appel de Mitterrand au sortir du 8 mai. Dans une quinzaine de circonscriptions conformément à une habitude, déjà ancienne, nous laissons la place au mouvement des radicaux de gauche. Si cette attitude n'est pas nouvelle, l'ampleur de notre geste, est en revanche, exceptionnel.
Dans plus de 15 circonscriptions, nous nous effaçons en faveur de ces républicains dont je vous parlais tout à l'heure.
Par ces gestes individuels, nous entendons préserver l'avenir.
Certes, sur un autre plan, la direction du Parti Communiste a pris la décision originale, sous la Vème République, de se déclarer extérieur à la majorité présidentielle bien que dans les urnes, elle y ait appartenu.
Là encore, nous ne prétendons pas assumer des responsabilités qui ne sont pas les nôtres. Nous avons voulu simplement - et c'est ce que nous proposons à titre symbolique - rappeler aux Communistes que nous ne sommes pas les auteurs de ces habitudes d'exclusion. Nous souhaitons examiner la situation vis-à-vis du Parti Communiste et, le cas échéant, faire un geste.
Si nous devons faire un geste, ça n'est pas à la suite de négociations, ça n'est même pas à la suite de réelles conversations.
Les décisions devront relever de notre volonté mais nous voulons, d'une certaine manière, préfigurer peut-être dès maintenant de ce que sera notre attitude lors du second tour, ou entre le premier et le second tour, de toute façon au moment où

Fondation Jean Jaurès

nous pratiquons l'ouverture sur notre flanc-droit, il nous paraît naturel, eh bien que nous prenions en compte tous ceux qui se sont rassemblés à gauche et en particulier les électeurs Communistes, et qui ont permis l'élection de François Mitterrand.
Car le second tour constituera une troisième étape de l'ouverture. En effet, lors de ce second tour certains à droite devront rencontrer le diable, je veux dire le Front National.
Ces candidats devront alors choisir : ou bien ils seront élus avec le concours du Front National, ou bien ils ne voudront pas... en tout cas, ils seront libres de prendre leurs décisions et, le cas échéant, nous agirons.
Face à cette situation, certains à droite ont accepté de pactiser avec le diable, d'autres ont préféré sans doute demeurer fidèles aux principes républicains.
Des situations objectives vont ainsi se dégager dont pour notre part nous tirons les conséquences et toutes les conséquences. Je l'ai dit très clairement.
Nous pourrons être amenés au second tour, dans certaines circonscriptions à nous désister en faveur d'un républicain afin de faire obstacle au représentant du Front National ou à ses alliés.
A chaque fois que cela sera nécessaire, nous n'hésiterons pas à faire le choix républicain mais nous aurons l'occasion d'en discuter.
Cette discussion générale est d'arrêter nos décisions... et ainsi se décidera une troisième étape d'ouverture.
Je mentionne, pour mémoire, simplement la quatrième étape, car elle n'est pas de notre compétence. Elle s'exprimera lors de la formation du nouveau gouvernement qui devra être constitué au lendemain du scrutin législatif. Mais j'annonce, en revanche, dès maintenant, que nous conserverons la même volonté d'ouverture, la même attitude d'accueil et de rassemblement dans les prochains mois lorsque se poseront les problèmes de la préparation des élections municipales. Là encore, tous ceux, démocrates de progrès et républicains, qui sincères souhaiteront faire alliance avec nous, seront bien accueillis.
Ainsi, mes camarades, progressivement, dans les mois qui viennent, va s'imposer une nouvelle carte politique correspondant à la volonté clairement exprimée par le peuple français, ce qui ne veut pas dire, bien sûr, que la dialectique contre une majorité et une opposition doit disparaître. L'ouverture n'est ni la confusion, ni un illusoire consensus. Le pluralisme des idées est un élément essentiel à toute démocratie et ce pluralisme ne peut pas s'exprimer seulement par un simple étalage de ces diverses idées. Il convient qu'elles s'entrechoquent, se critiquent dégagent les unes par rapport aux autres une dynamique. Faute de cette dialectique, faute de cette dynamique qui est celle de l'opposition, il n'y aurait pas d'avancée dans la vie collective du mouvement de la société C'est l'absence d'une véritable opposition d'alternance qui, dans le passé, a probablement été le véritable tendon d'Achille de la IVe République.
L'ouverture, oui, la dialectique majorité opposition, oui, bien sûr, il faut rompre ce à quoi les Français nous demandent de renoncer, il faut rompre d'une certaine façon avec peut-être des habitudes, mais des habitudes qui sont héritées d'une pratique des premiers gouvernements de la Ve République, ce qui a conduit

Fondation Jean Jaurès

finalement un camp à prétendre s'approprier la totalité de la vie politique, à camper sur la société tout entière comme si elle était devenue sa chose.
Non, il n'y aura pas d'Etat PS. Oui, les Socialistes assumeront la totalité des responsabilités qui leur seront confiées par le suffrage universel. Nous ne gouvernerons pas seuls, je le répète, et nous savons aussi qu'au centre de la vie politique demeureront des personnalités, des groupes peut-être, qui, sans être enfermés dans une opposition de principe, refuseront pourtant de s'intégrer à la majorité présidentielle. Nous en tiendrons là encore compte dans nos attitudes et nos comportements. Toujours, nous nous attacherons à permettre une pratique de la vie démocratique, dans le calme et l'apaisement, mais ce qui sera sans doute la mesure la plus importante, ce sera de permettre la constitution d'une formation nouvelle qui occupera le centre gauche, le centre, qui fera partie, bien sur, de la majorité présidentielle et qui permettra, par conséquent, à cette majorité présidentielle, au gouvernement, de s'appuyer sur les Socialistes, sur la force Socialiste, et également sur un groupe parlementaire qui pourra se constituer à l'Assemblée Nationale.
Voilà des années que nous cherchons sur notre flanc droit à constituer justement un groupe parlementaire à l'Assemblée Nationale et en tous les cas que nous souhaitons qu'une formation liée à la Gauche puisse exister. Que de difficultés pendant tant d'années ! Et pourtant, nous pensons que l'heure est venue peut-être de permettre l'existence de cette formation, l'existence d'un groupe à l'Assemblée Nationale. Eh bien ! C'est bien la démarche que nous faisons en réservant cette quarantaine de circonscriptions et en permettant à des démocrates de progrès de prendre leur élan dans l'indépendance dans l'autonomie par rapport à nous.
Cela nous posera peut-être demain quelques difficultés, mais en tous les cas, je crois que c'est conforme à la politique d'ouverture exprimée par le Président de la République, exprimée par son Premier Ministre, je crois à leur volonté de la mettre en oeuvre.
Voilà les raisons pour lesquelles nous avons réservé ces quarante circonscriptions. Cela ne fait plaisir à personne, j'imagine facilement, et nous le savons, les difficultés rencontrées au niveau des sections, au niveau des fédérations, mais je voudrais vous dire ce soir que c'est un impératif politique et que nous devrions mener la discussion de ce soir avec l'esprit de responsabilité qui nous caractérise.
Je crois que ce serait bien de ne pas prolonger abusivement la Convention et de ne pas avoir des heures et des heures pour finalement nous mettre d'accord.
Il faudra du temps, mais si nous avons cet esprit de responsabilité, ce désir de répondre au souhait exprimé par le Président de la République, au souhait exprimé par le Premier Ministre, si nous voulons la plus large victoire, et si nous voulons surtout modifier la carte politique française, je crois qu'il nous faut désigner ces quarante circonscriptions et le faire le plus facilement possible, après en avoir discuté les uns et les autres. Il est facile de parler, il est facile de tenir un tel propos, ce sera certainement beaucoup plus difficile de le réaliser. En tout cas, je voudrais remercier tous ceux qui ont participé au groupe de travail et

remercier les membres du Bureau exécutif. Nous ne venons pas avec un accord unanime. Nous allons essayer de chercher et de trouver cette unanimité avec vous. Nous savons que ce sera très difficile, mais il faut y arriver et on va y arriver dès ce soir, bien sûr, il faut à tout prix que, dans les heures qui viennent, notre travail soit fait et je vous remercie de l'effort que vous y apporterez. Je demande au président de donner la parole maintenant à Louis Mermaz qui va, avec l'humour qui le caractérise... (rires) donner un aperçu de nos propositions. Merci.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Louis Mermaz pour son rapport humoristique !

Louis Mermaz
Le rapport de Pierre Mauroy a été très bien accueilli. Les applaudissements ont été raisonnables. Cela n'a pas été du délire... parce que vous saviez qu'après le rapport de Pierre Mauroy, comme on dit, un rapport peut en cacher un autre. Pierre Mauroy a été applaudi. S'il s'était arrêté un peu plus tôt, il aurait été très applaudi, mais vous vouliez voir la suite. Moi, je risque de ne pas être du tout applaudi.
(Applaudissements)
Si j'en juge par le hochement de tête de Paul Quilès, je devrais m'arrêter sur ce succès ! (Rires)
Nous avons toujours dit que de la majorité présidentielle, sortirait une majorité parlementaire. Nous y sommes, si le pays le veut bien dans quinze jours et trois semaines.
Congrès de Lille en avril ; Convention de la Porte Maillot en février dernier ; une majorité parlementaire attendue à travers le processus de dissolution dont Pierre Mauroy a fait l'analyse, je n'y reviens pas. Dialogue, ouverture, cela veut dire des circonscriptions réservées, et c'est là que le travail difficile débute. Nous y travaillons depuis plusieurs jours ; de jour, c'est normal, mais aussi une bonne partie de la nuit.
La Commission des résolutions qui sera bientôt constituée aura à examiner le problème des circonscriptions qu'éventuellement, nous réserverions dès le premier tour pour des candidatures du Parti Communiste à ce stade de notre réflexion, en tenant bien compte que 2 millions de Communistes font partie de la majorité présidentielle.
Nous envisagerions - la Commission des résolutions va s'en saisir - de ne pas opposer de candidat à Marchais dans la 11ème du Val de Marne et à Lajoinie dans la 3ème de l'Allier. Je dis "nous envisagerions" car il faut peser les conséquences. Il ne faut pas qu'en voulant protéger, nous provoquions pour ces deux candidats des difficultés supplémentaires…
(Rires)
Par contre... Mais oui ! C'est un problème ! M. Marchais, c'est un problème très compliqué et si les Communistes ont refusé les ouvertures faites par Pierre

Fondation Jean Jaurès

Mauroy, ce n'est pas uniquement parce qu'ils veulent être systématiquement désagréables ; c'est parce qu'il va falloir qu'on affine notre réflexion sur ce point-là.
Nous réserverons, si vous en êtes d'accord, les circonscriptions suivantes à cinq ministres. Je ne donnerai pas toujours des précisions, puisqu'il y a des ajustages à faire intervenir, je pense, ensemble.
Oise, 5ème, Lionel Stoleru.
Seine-et-Marne, 1ère, Brice Lalonde.
Seine-et-Marne, 3ème, Thierry de Beaucé.
Seine-St-Denis, 3ème, François Doubin.
Nord, 20ème, Kouchner.
Et une circonscription que nous déterminerons certainement en Commission des résolutions, pour Bambuck dans l'Essonne. Que le premier fédéral de l'Essonne ne s'inquiète pas une césure supplémentaire par rapport à son dispositif.
Les Radicaux de gauche : cela a été le plus facile pour nous, du moins au niveau de la Commission, mais je crois que vous êtes informés, vous êtes d'accord.
Ain, 1ère, Dominique Saint-Pierre, député sortant.
Aveyron, 2ème, Jean Rigal, député sortant.
Charente-Maritime, 1ère, Michel Crépeau.
Corse du Sud, 1ère, Nicolas Alfonsi.
Haute-Corse, 1ère, Emile Zuccarelli,
Haute-Corse, 2ème, François Giacobbi, députés sortants l'un et l'autre.

Dans la salle - Non, pas Giacobbi.

Louis Mermaz - Pas François Giacobbi, pardon.
Dordogne, 3ème, Alain Bonnet, député sortant.
Isère, 1ère, Liliane Billiere.
Lot, 1ère, MRG sera bientôt proposé, mais peut-être que nos camarades du Lot connaissent le nom, auront des idées.
Pas-de-Calais, 1ère, Jean-Pierre Defontaine.
Hautes-Pyrénées, 2ème, Claude Gaits.
Saône-et-Loire, 2ème, Paul Duraffour.
Somme, 5ème, Claude Catesson.
Tarn-et-Garonne, 2ème, Jean-Michel Baylet.
Val de Marne, 3ème, Roger-Gérard Schwartzenberg.
Val d'Oise, 4ème, François Gayet.
Personnalités de gauche, dont certaines sont d'ailleurs des députés sortants apparentés à notre Groupe.
Allier, 1ère, François Colcombet.
Doubs, 4ème, Huguette Bouchardeau.
Manche, 4ème, Didier Anger.
Moselle, 8ème, Henri Fiszbin.
Val d'Oise, 6ème, Michel Mousel.
Essonne, 10ème, Julien Dray.

Fondation Jean Jaurès

Dans les Vosges, député sortant, Welzer.
Haute-Savoie, Robert Borel, député sortant.
Polynésie : Léon Etienne.
Les Démocrates dont Pierre Mauroy vient de parler.
Nous suggérons, même s'il n'y a pas de mouvement d'intégration encore à l'heure actuelle vers cette majorité présidentielle qui est en voie de constitution, qui s'achèvera avec le second tour :
Alpes-Maritimes, 4ème, Jean-Claude Guibal. Je sais qu'il ne s'inscrit pas dans la majorité présidentielle actuellement.
Ardèche, 2ème, Jacques Dondoux.
Calvados, 5ème, Roger Jouet, qui vient du CDS.
Cher, 3ème, notre collègue Alain Calmat.
Loire, 1ère, Gaussin, ancien président de l'université de Saint Etienne.
Haute-Saône, 3ème, Pierre Dabezies.
Et 9ème, Bas-Rhin, Schott.
Voilà pour les ouvertures.
Je ne pense pas, Pierre Mauroy, qu'à ce stade de la discussion, il soit forcément nécessaire d'évoquer, à moins que tu ne le souhaites, le mouvement concernant les Socialistes entre eux. Je pense qu'il vaut mieux affiner le travail en Commission des résolutions. L'accord est très proche, mais ce n'est pas la peine que des noms filtrent à l'extérieur. Ce serait désagréable pour beaucoup de camarades si le point d'équilibre était très légèrement voisin ; je ne pense pas que ce sera différent.
Voilà donc le travail que nous allons avoir à faire. La Commission, dans laquelle tous les courants étaient réunis, a travaillé avec beaucoup d'assiduité dans un bon climat d'ailleurs. Il y a eu, comme on dit familièrement, parfois, passé 2 h du matin, un ou deux "coups de gueule" revigorants, mais ça s'est bien passé et on a eu ainsi l'occasion de mieux se connaître ; on ne se connaît jamais assez au Parti Socialiste.
Le rapport est bref ; ce n'est pas un rapport d'éloquence ; c'est probablement encore quelques heures de travail.
Merci, monsieur le premier secrétaire.
(Applaudissements)

Le président - Merci, monsieur le rapporteur. Je constate qu'il reste quand même quelques applaudissements, un peu moins nourris qu'au début mais quand même...
Nous allons maintenant ouvrir le débat. Comme je suppose qu'il y aura beaucoup d'interventions, je demande à chacun de ne pas se lancer dans des discours généraux mais de poser très précisément le problème qui le préoccupe et dans les délais les plus brefs possible, de façon que nous ne traînions pas pendant des heures. Il faut réunir la Commission des résolutions le plus vite possible. Je prends les inscriptions mais je serai très sévère sur le temps de parole. La parole est à Motroni.

Fondation Jean-Jaurès

Motroni
Merci, monsieur le président.
Je serai bref.
D'abord, je voudrais apporter deux rectificatifs.
Dans la 2ème circonscription, il ne s'agit pas de François Giacobbi mais de Paul Giacobbi, lui-même fils de François Giacobbi et petit-fils de Paul Giacobbi, effectivement.
(Rires)
Je pourrais continuer mais je sais que le temps nous presse.
Deuxième précision : Paul Giacobbi n'est pas sortant.

Le président - Je signale que la Convention est réunie pour l'instant en séance plénière. Laissez les autres parler et sortez si cela ne vous intéresse pas.

Motroni - Paul Giacobbi n'est pas un député sortant.
Enfin, je voudrais dire que pour ce qui concerne la région Corse, s'il y a une région qui donne à l'ouverture sa place, c'est bien celle-là puisque sur 4 sièges, 3 sont réservés à des radicaux ; le 4ème seulement est réservé à un Socialiste qui était, il y a quelques semaines encore lui-même Radical de gauche.
Je voudrais dire que pour ce qui nous concerne, l'ouverture n'est pas du tout un sacrifice ; c'est une volonté. Nous avons suivi la campagne qu'on a bien voulu nous rappeler et nous avons été convaincus de sa nécessité mais il ne faudrait pas qu'elle se traduise ici ou là par des échecs.
C'est la raison pour laquelle, très objectivement, nous avons voulu, dans la 1ère circonscription de Haute-Corse, assurer le succès du Radical de gauche sortant, Emile Zuccarelli, en proposant d'être son suppléant, pour assurer son succès.
Dans la deuxième circonscription , nous pensons que Paul Giacobbi, qui n'est pas sortant, ne pourra pas faire un score qui lui permette d'envisager la victoire, s'il va tout seul, même accompagné d'un Socialiste comme suppléant.
Nous pensons que le meilleur moyen d'assurer la victoire, si toutefois il peut y en avoir une, consiste à ratisser large et nous demandons pour cela une primaire.
En effet, beaucoup de voix de progrès ne voteront pas Paul Giacobbi au premier tour et ne voteront certainement pas Paul Giacobbi au deuxième tour. Par contre, il n'est pas du tout interdit de penser que si un candidat Socialiste peut capter un certain nombre de voix au premier tour, et nous savons que nous pouvons le faire, il lui sera plus facile de se reporter sur le candidat le mieux placé au deuxième tour.
Pour le cas où cette primaire ne pourrait être retenue, nous disons que le suppléant ne pourra pas être Socialiste dans cette circonscription car on risquerait, à tort, de nous faire porter, en plus, le poids d'un échec.
Donc, nous demandons que totale liberté soit laissée à la fédération pour désigner le suppléant dans la 2ème circonscription. Dans la 1ère, c'est chose faite, c'est votre serviteur qui a été désigné.

Le président - Merci.

Convention Jean-Jaurès

La parole est à Ibanez, du Doubs.
Puis, le camarade de la Somme.

Ibanez (Doubs)
Pour le département du Doubs le 17 mai, nous avons délibéré en Commission exécutive fédérale. La délibération était celle-ci :
Retenir l'opportunité de réserver la 2ème circonscription du Doubs à Huguette Bouchardeau.
Le contexte, sur la 1ère circonscription du Doubs et la 2ème circonscription du Doubs est le suivant :
1ère circonscription : le Sénateur Robert Schwint a décidé de changer d'assemblée. Il y aura donc une élection partielle au niveau du Sénat. Nous risquons donc de voir un sénateur de droite, RPR, occuper le siège d'un Socialiste.
Nous avons reçu, au niveau de la Commission exécutive fédérale, une lettre de Huguette Bouchardeau indiquant qu'éventuellement elle souhaitait être candidate dans cette 2ème circonscription.
Le mercredi 18 mai, assemblée générale des militants. Nous avons reçu très tardivement un télex précisant que la 2ème circonscription et la 4ème, sur décision du Bureau exécutif, avaient décidé de suspendre toutes les procédures de désignation des candidats.
Je présidais moi-même la 2ème circonscription . J'ai donc appliqué la décision du Bureau. Quand je dis : "tardivement", cela veut dire vers 20 h 30, 20 h 45 Il n'a pas été possible de joindre les camarades qui s'étaient réunis dans la 4ème circonscription . Ils ont donc délibéré, procédé à la désignation de leur candidat, n'ayant pas les éléments nécessaires d'appréciation.
Le 19 mai, la Convention fédérale, réunie régulièrement, a décidé - en délibérant - à l'unanimité de confirmer la décision de la Commission exécutive fédérale sur l'opportunité de mettre en place Huguette Bouchardeau dans la 2ème circonscription .
Elle a décidé également de ratifier les votes de toutes les circonscriptions, y compris ceux de la 4ème. Je demande donc à la Commission des résolutions de s'aligner finalement sur la Convention fédérale du 19 mai gui s'est réunie à Montbéliard et que j'adresse aujourd'hui au président.

Le président - La parole est au camarade de la Somme.

Pierre Hiard (Somme)
Chers camarades, je serai très bref, pour vous informer quand même d'un texte voté à la Convention fédérale qui s'est tenue hier à Amiens, pour remarquer que c'est très tardivement qu'on a été prévenus qu'une circonscription était gelée, sans qu'il y ait eu de discussion préalable avec la fédération et les camarades ont procédé à un vote que je transmets au Bureau.
Ils ont la ferme intention de se maintenir. Je tente de les en dissuader.
Nous aimerions bien savoir éventuellement quel suppléant pourrait être envisagé

Coll. Fondation Jean Jaurès

pour relancer avec les camarades une discussion avant qu'il ne soit trop tard.
De plus, nous voulons préciser que nous sommes pour l'ouverture telle qu'elle a été définie. Aucun problème ; aucune nuance, mais nous aurions quand même préféré que l'ouverture se fasse dans le département avec des personnes connues, capables d'y apporter quelque chose, sans prendre de risques électoraux, et je pense qu'en même temps, ouverture et parachutage ce n'est pas une bonne chose.

Le président - Merci.
Debout ?

Debout (Loire)
Très rapidement, je crois qu'on est tous pour l'ouverture. On l'est moins lorsqu'elle se fait dans son propre département, mais enfin, je veux dire que la Loire s'est pas la seule concernée.
Vous l'avez remarqué, l'engagement de Michel Durafour entre les deux tours, pour François Mitterrand, a été tel qu'on s'en est tous félicités, mais évidemment les raisons nationales ne sont pas toujours le cœur local.
Vous imaginez qu'avec Michel Durafour, qui avait laissé une trace à Saint Etienne comme ministre du Travail - à l'époque, on parlait du ministre du Chômage - cela ne se passe pas très bien. Enfin... on fera avec, de toute façon d'autant que ce n'est même pas lui qui se présente, mais l'un des siens ; on a rappelé qu'il était ancien président d'université.
Je suis chargé par la CEF de vous indiquer que les militants de Saint Etienne acceptent mal cette situation, d'autant - et je le dis avec une certaine gravité parce que c'est un problème politique, ce n'est pas simplement un problème électoral - qu'on va fermer, sinon, dans les jours qui viennent la dernière usine sidérurgique de la circonscription en question, qui emploie encore 650 personnes. Ce serait la fin de la sidérurgie dans notre département et donc il y a des symboles qui, cumulés, font que parfois les camarades suivent mal.
Dans cette circonscription, ce qui peut se passer,- mais ce serait peut-être une forme d'ouverture différente - c'est que finalement ce soit le candidat Communiste qui soit désigné - à la limite, ce serait le moindre mal - plutôt que la Droite.
Enfin, cette circonscription a comme dernière particularité que depuis 1971 elle n'a jamais pu avoir un candidat Socialiste. Finalement, c'est une habitude.
Je suis donc mandaté par la CEF du département pour dire qu'actuellement nous n'avons pas désigné de Socialiste suppléant. Il y a une possibilité que ce soit un camarade du MRG mais on laisse à la Convention nationale le soins de nous dire s'il faut que ce soit un Socialiste qui soit suppléant du candidat Gaussin.

Le président - Louis Mexandeau.

Louis Mexandeau
Chers camarades, je ne vais pas vous parler de revendications pour mon

Convention Jean-Jaurès

département. On est arrivé à un agencement proche de la perfection. Tout à l'heure, certains d'entre vous ont éprouvé un soulagement à la lecture, par Louis Mermaz, des sièges qui étaient promis aux autres.
Je dois dire que j'ai au contraire éprouvé plutôt une certaine déception car je crois que le mouvement qui tend à donner un certain nombre de sièges à des personnes qui ne sont pas Socialistes est un mouvement limité, si l'on excepte bien sûr qu'il y a des ministres qui appartiennent à d'autres partis et si l'on considère aussi que les Radicaux de gauche sont nos anciens et normaux compagnons de route. Alors, il reste ceux que l'on appelle les républicains.
J'observe qu'il y en a très peu, surtout par rapport à des noms qui ont été avancés, qui viennent du courant de la démocratie chrétienne. Sans doute est-il difficile pour ces hommes et ces femmes de franchir le pas, sans doute la Droite ressoudée après son échec du 8 mai, a-t-elle donné et fait d'inadmissibles pressions dont parlait tout à l'heure Pierre Mauroy, mais je crois qu'on pouvait, comme n nous l'avons fait, à condition d'aller vite, et d'être discret, entraîner des hommes de valeur qui viennent de ce milieu là.
Permettez-moi de lire des extraits de la déclaration que nous n'avons nullement influencée, de Roger Jouet vice-président du Conseil du Calvados, conseiller général, leader de la Démocratie Chrétienne, certainement une des t trois ou quatre personnes qui comptent le plus au centre dans ce département.
Je cite des extraits : "Quand on milite, comme je le fais depuis vingt trois ans au sein des Démocrates Sociaux, autour d'idées forces, on a l'impression que la France a fait soudain avec Le Pen un grand pas en arrière. Le respect de autres que certains nomment humanisme, l'attachement aux institutions républicaines et démocratiques de ce pays, la volonté de faire progresser la grand idée européenne, le souci de la justice sociale, la préférence donnée à la famille comme cadre d'épanouissement individuel - c'est un Chrétien qui parle -, l'attachement à toutes les libertés personnelles et collectives ont toujours sous-tendues mon action publique. Ces grands principes seront-ils ceux qui animeront encore demain une partie de la Droite française aux prises avec Le Pen ?
De désistements tacites en retraits tacites, vers combien de compromissions irréparables l'UDF et le RPR vont-ils être amenés à glisser ?
Or, on ne pactise pas avec le Front National, on ne finasse pas avec, on ne lui emprunte pas ses slogans pour lui reprendre ses électeurs".
Et plus bas, en regrettant que les chefs du centre droit, Madame Weil, ou Raymond Barre, ou Valéry Giscard d'Estaing n'aient pas cru devoir répondre à l'appel au rassemblement, au centre gauche : "Ils n'ont pas osé concrétiser cet espoir en acceptant une franche collaboration avec la nouvelle majorité présidentielle, et je le regrette, mais ce que les leaders n'ont pas fait, la base doit savoir le faire.
Le militant du Centre Démocrate que j'ai toujours été estime qu'aujourd'hui ses idées sont dans le camp de François Mitterrand. En nous regroupant autour de lui, nous avons la chance de sauver nos âmes des compromissions inadmissibles et de travailler avec tous les hommes de progrès pour la France de demain".
Fin de déclaration. Je dis que quand un homme signe cela, on n'a pas le droit de

lui refuser et c'est ce que nous avons fait, un appui total d'une fédération Socialiste.
Alors, je crois Pierre Mauroy tout à l'heure a renouvelé ses appels à l'ouverture, je crois que l'ouverture n'est pas une politique passive, mais une politique positive. C'est une volonté véritablement active. Si nous avons des hommes et des femmes de qualité et j'allais dire de cette trempe, il ne faut pas que nos responsables fédéraux ayant peur peut-être de se faire ici ou là prendre quelques sièges, se recroquevillent dans une attitude frileuse.
Je crois que nous la réussirons si demain, même après les élections, nous savons aller sans timidité vers eux. Moi, je crois que ce mouvement qui a commencé encore timidement, si nous le voulons, il peut s'accentuer, sans que nous manquions, nous Socialistes, à nos principes et à nos idéaux.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Bien, je n'ai plus d'orateur. Nous allons pouvoir mettre en place la Commission des résolutions. Je vois que nous avons encore un orateur.

Gérard Montigny (fédération de l'Aisne)
Puisque j'ai droit à quelques mots, je vais les utiliser rapidement.
La Convention fédérale, hier soir, a déclaré recevable les votes pour les 2ème, 3ème, 4ème et 5ème circonscriptions. Il n'a pas déclaré recevable pour la 1ère circonscription.
Très rapidement, cela signifie que pour la premier circonscription il y a un doute sur la qualité des votants, ils n'ont pas trois mois de parti.
En ce qui concerne la circonscription sur Saint-Quentin, le camarade qui est un local l'a emporté très nettement sur un parachuté et avec la majorité absolue.
La fédération souhaite que l'on suive le vote des militants.
Voilà, c'est clair.

Le président - Cette fois, il n'y a plus d'orateur. Nous allons mettre en place la Commission des résolutions. Je vous demande deux minutes de suspension et je demanderai au courant E de nous donner les noms. Vous avez 8 membres à la Commission des résolutions.
La séance est suspendue pour dix minutes. Ne vous éloignez pas pour qu'on puisse vous donner connaissance de la composition de la Commission des résolutions.
La séance est reprise sous la présidence de Claude Estier.

Le président - Veuillez faire silence pour que je puisse annoncer la Commission des résolutions.
Je vais donner les noms des camarades qui sont à la Commission des résolutions qui se réunira aussitôt après que nous nous séparerons au siège du Parti, rue Solferino, salle Marie-Thérèse Eyquem.
(Lecture des noms des membres de la Commission des résolutions qui

Fondation Jean-Jaurès

comportera 61 membres)
Il est 22 h. Je crois qu'il faut certainement envisager de renvoyer la séance plénière vers une heure du matin. Cela me paraît raisonnable.
Alors reprise de la séance à 1 h du matin.
La séance est suspendue.
La séance est reprise à 9 h 15, sous la présidence de Claude Estier.

Le président - Camarades, nous reprenons la séance. La Commission des résolutions s'excuse de vous avoir fait attendre si longtemps, mais comme vous pouvez l'imaginer, le travail était difficile. Finalement, nous allons vous présenter un ensemble.
Je crois que sur cet ensemble, la Commission a bien travaillé et, naturellement, il y aura des insatisfactions, parce que quand il faut régler un si grand nombre de problèmes, on ne peut évidemment pas satisfaire tout le monde.
Je vais donner la parole à Louis Mermaz qui va vous présenter le rapport sur l'accord global intervenu en Commission des résolutions.
Nous avons très peu de temps. Aussitôt après le rapport de Louis Mermaz, nous passerons au vote. Ceux qui voudront s'exprimer pourront le faire sous forme d'explications de vote très brèves.

Louis Mermaz
Comme nous avons peu de temps, je vais me borner à remercier les membres de la Commission des résolutions et le sous-groupe de travail qui ont travaillé d'arraché pied dans un bon climat, un réel esprit d'invention car ce n'était pas commode, surtout quand on dispose de peu de temps.
Première préoccupation : dégager un certain nombre de candidatures féminines. Si nos comptes sont bien exacts, nous avons à l'heure actuelle environ 35 camarades en position d'être élues. Nous aurions voulu faire mieux.
Nous regrettons que dans quelques fédération l'effort n'ait pas été mené à son terme et nous avons une grande déception avec une fédération, que je ne nommerai pas parce que ce n'est pas la peine d'avoir un papier dans les journaux qui endiguerait après les candidats, mais il y a une fédération qui n' a pas été à la hauteur des demandes.
Nous nous présentons avec un souci d'ouverture. On fera les comptes dans un moment. Environ 40 circonscriptions gagnables verront se présenter un candidat qui doit l'emporter. C'est très supérieur évidemment, en effort d'ouverture, à ce que nous avions commencé de faire en 1986. Je ne vais pas répéter ce qui vous a été dit hier soir, sous la même forme.
Je vais donc vous donner les résultats concernant; l'accord global, donc sur des départements sensibles.
Comme Pierre Mauroy l'a dit hier, en Commission des résolutions, un accord de ce type ne peut pas donner satisfaction à tout le monde. Il y a eu des sacrifices très équilibrés. Cela veut dire que, parfois le vote des militants dans de rares exceptions a été redressé dans un souci de synthèse globale.
C'est pourquoi nous tenons une Convention nationale. Sinon, une machine

enregistreuse aurait suffi.
Pour ce qui est des relations avec le Parti Communiste dont les électeurs font partie de la majorité présidentielle, finalement, pour que les Communistes ne puissent pas dire que nous les gênons, nous présenterons - Pierre, c'est bien cela ? - des candidats partout. Ce n'est pas du tout pour revenir sur ce que nous avons proposé dans un certain nombre de départements, c'est parce que nous croyons comprendre que les Communistes préfèrent qu'il y ait dans le cadre d'une négociation de second tour, possibilité de report de l'électorat Socialiste.
C'est dans cet esprit qu'il y aura des candidats dans quelques circonscriptions que nous voulions dégager.
Pour le reste, plusieurs ministres seront candidats je le rappelle. Il y aura une redite dans le tableau final :
Lionel Stoleru, 5ème de l'Oise.
Brice Lalonde, 1ère de Seine et Marne.
Thierry de Beaucé dans la 3ème de Seine et Marne.
François Doubin, 3ème de Seine St Denis.
Bernard Kouchner, 20ème du Nord.
Roger Bambuck, ministre, dans la 5ème de l'Essonne.
Les Radicaux de Gauche sont présents sous la forme, sans changement, que je vous avais communiquée hier.
Vous aurez également des personnalités de gauche comme Colcombet dans la 1ère de l'Allier ; Huguette Bouchardeau dans la 4ème du Doubs qui est député sortante. Didier Anger, écologiste, dans la 4ème de la Manche, Henri Fiszbin dans la 8ème de la Moselle. Michel Mousel dans la 6ème du Val d'Oise ; Julien Dray, dans la 6ème de l'Essonne, et, bien entendu, les députés sortants apparentés au Groupe : Welzer 1ère des Vosges, et Robert Borel, 4ème de Savoie.
Au titre de ce qu'on peut appeler la majorité présidentielle, vous aurez en Polynésie Léon Etienne ; Ardèche : Jacques Dondoux ; 5ème du Calvados : Roger Jouet ; 3ème du Cher : Alain Calmat ; Dans la Loire 1ère : Gaussin, ancien président d'Université. Haute-Saône : Pierre Dabezies ; 9ème Bas Rhin : Pierre Schott.
Vous aurez également d'autres candidatures que vous trouvez reprises dans le tableau suivant.
Au titre des personnalités républicaines-démocrates je signale la suppléance d'André Mure, suppléant Gérard Collomb ; dans le Rhône, 1ère circonscription. André Mure est adjoint à la municipalité actuelle de Lyon.
Tableau récapitulatif de ce que j'appelle l'accord global. Eure, 3ème : Christian Goux. Deux-Sèvres, 2ème Alain Billon ; Charente 3ème : Jérôme Lambert ; Eure & Loire, 3ème : Pierre Castagnou. Loire & Cher, 3ème : Geneviève Domenach-Chich. Essonne, 2ème : José Garcia ; 5ème, Bambuck suppléante Sylvie François. 9ème : Thierry Mandon. Paris 5ème : Gilles Martinet. Paris 10ème : Gisèle Stievenard. Seine St Denis 12ème : Isabelle Thomas ; Val de Marne 5ème : Paulette Nevoux. Seine et Marne 1ère : Brice Lalonde ; suppléant Yannick Bodin. Seine & Marne 4ème : Grimbert. 2ème Aisne : Pierre Guidoni,

Fondation Jean-Jaurès

suppléant Le Brun. Val d'Oise, 9ème : Coffineau, suppléant Blazy. Loire Atlantique 8ème : Claude Evin suppléant Dieulegarde. Bas-Rhin 1ère : Truchot. 2ème : Trautmann, suppléant Lemaire. 2ème Doubs : Jean Michel Ligier. 4ème, Huguette Bouchardeau. Ariège 2ème : Huosset. Somme 2ème : René Anger. Haute Pyrénées 3ème Jean Glavany ; Val de Marne 3ème : Pierre Zémor. Drôme 4ème : Alain Brunet, suppléant Delaborde. 1ère, Lydie Dupuis. Dans l'Oise : (?), suppléant : Stoleru.
Dans la 1ère, Amsalem, suppléant Koster. Dans la 2ème, Guy Vadepied ; 3ème Anciant. 4ème Hanniet. Dans la 5ème, Stoleru, ministre ; suppléant (?). 6ème Florian. 7ème : Braine.
Liste complémentaire, en m'excusant des redites : Welzer, Vosges, Haute Savoie : (?).
Polynésie : Léon Etienne... (lecture)
Bouches du Rhône, 6ème : Bernard Tapie, avec suppléante féminine. Elles sont priées de préciser.
Si je n'évoque pas d'autres circonscriptions sur lesquelles il y avait débat, c'est parce que Louis Mexandeau au titre d'une Commission "épuration des comptes" ou "contentieux" comme vous voudrez, a eu à instruire et à soumettre ces propositions à la Commission des résolutions.
Je propose Claude Estier que, dans la foulée, tu passes la parole à Louis Mexandeau et que le débat soit global.

Le président - Louis, tu as la parole.

Louis Mexandeau
Je fais le rapport de la Commission "contentieux".
Une première catégorie, avec ou non-respect du quota des femmes.
Dans la 5ème de la Somme où il y avait contestation, il s'agit d'une circonscription qui a été réservée. Donc la réclamation tombait.
Dans les Pyrénées Atlantiques, le retour de Martine Lignières qui avait été écartée, mais la différence entre le camarade investi, Cazenave, qui avait eu 88% des voix et elle-même 12%, a fait que la Commission a confirmé l'investiture donnée à Cazenave.
Les cas d'anomalies au cours des opérations de vote.
Dans le 19ème arrondissement, un recours de Manuel Escutia à propos de violences commises sur certains votants. L'enquête a montré que ceci avait été créé par des membres du service d'ordre recrutés par Manuel Escutia. Comme l'écart des 50 voix à l'instant, cela a été un autre débat qui a conduit la Commission à rejeter la requête de notre camarade Escutia.
En ce qui concerne le département du Rhône, deux contestations avaient surgi dans la 11ème circonscription : un suppléant non candidat a été élu alors qu'il ne figurait pas sur la liste primitive des candidats, arrêtée.
La Commission a entériné le vote en faveur de ce suppléant.
Dans la 13ème, toujours pour l'élection du suppléant, de Jean Poperen, Jean Poperen a été désigné à l'unanimité. Le scrutin a été serré pour les suppléants,

Fondation Jean-Jaurès

puisque sur 243 votants, Bruno Polga a eu 121 voix, et Martine David, 117. Et ce, sans qu'aucun des candidats n'atteigne tout à fait la majorité absolue.
Soucieuse de se conformer à la recommandation du Parti sur laquelle il était souhaitable que les ministres femmes soient suppléants, la Commission a admis la suppléance de Martine David.
Dans le Var, la désignation du candidat, dans la 7ème avait abouti entre nos camarades Barbera, et Durbec, a un résultat égal : 105 voix contre 107.
Et un candidat arrivé en troisième position avec 11 voix, avait donné ses suffrages à Barbera. C'est une opération qu'on ne peut pas admettre. Cette anomalie, s'ajoutait à deux autres, et la Commission a décidé d'inverser le résultat et de donner l'investiture à Durbec, avec recommandation de prendre Barbera comme suppléant.
Dans la 2ème circonscription de la Manche, Granville, Coutances, les résultats avaient donné, pour notre camarade Desponts, 84 voix et Henri Delille, 67 voix. 27 ont été écartés par les représentants de la fédération de la Manche au motif suivant : une section de 13 membres créée le 4 février en présence de la fédération, n'avait pas été enregistrée par la CEF, ou plutôt avait été enregistré seulement en mars. Elle avait considéré que le délai était dépassé. 4 adhérents, de plus, n'avaient pas signé leur bulletin d'adhésion. 10 adhérents étaient enregistrés au-delà du 19 et 20 février.
Le vote ayant eu lieu le 19 mai, le délai de trois mois n'était pas respecté.
Ces 27 adhérents écartés, ont voté à part sous le contrôle d'un huissier, et les résultats ont été 25 voix pour Henri Delille, et 2 voix pour Desponts.
Si on ajoute ce résultat à celui des votes des adhérents validés, le bilan total devenait favorable à Henri Delille, 92 voix contre 86.
Le groupe de travail avait conseillé d'inverser les résultats et de proclamer Henri Delille. Mais, par 20 voix contre 15, la Commission des résolutions n'a pas suivi.
C'est Desponts qui a été confirmé.
Les cas de la 3ème des Hautes-Pyrénées et de la 20ème de Paris ont été transférés au groupe de travail.
A Montluçon, dans l'Allier, il semble que les élections se soient déroulées dans une certaine confusion. Au premier tour, l'un des candidats était quelqu'un qui n'avait pas trois ans de Parti, bien qu'ayant été ancien adhérent. Il a participé à la compétition avant de se retirer. Il semble aussi que les adhérents n'ayant pas trois mois d'adhésion aient pris part au vote, et le résultat a été serré : Gorce : 74 voix et Chaubard, 71 voix. Pour ces raisons et compte tenu de la situation politique, il était souhaitable que l'agglomération montluçonnaise, qui représente 2/3 de la population de la circonscription, soit représentée... et la Commission a décidé d'accorder l'investiture à Albert Chaubard, avec recommandation de prendre Gorce comme suppléant.
Dans l'Hérault, c'est le dernier cas, Georges Frêche, maire de Montpellier, primitivement investi dans la 2ème, a demandé d'être investi dans la 4ème circonscription, c'est-à-dire partie de Montpellier, Lodève, Chignat.
Nous avons eu un débat assez long. La majorité de la Commission des

résolutions a pensé qu'il ne fallait pas exposer un maire de très grande ville, qui est la dernière, avec Marseille, que nous tenons sur le littoral méditerranéen.
C'est pourquoi la Commission des résolutions a décidé de faire droit à cette requête.
Michel Pezet, est chargé tout à l'heure de présenter cela de façon plus concrète.
Voilà, mes camarades, les dossiers que la Commission a eu à connaître en matière de contentieux.

Le président - Merci.
Alors nous allons évidemment très rapidement passer au vote global sur l'ensemble des propositions qui vous ont été présentées par Louis Mermaz, et Louis Mexandeau.
Y-a-t-il des observations sous forme d'explications de vote ?

Dans la salle - Est-ce nécessaire ?

Le président - Non, ça n'est pas nécessaire. Je ne peux pas les refuser, s'il y en a.

Une intervenante (Hautes-Pyrénées)
Je prends acte des décisions de la Commission des résolutions.
Je dis que la situation de notre département est assez, dans l'ensemble, délicate.
Trois circonscriptions.
Une donnée aux radicaux spontanément. Une sur laquelle on casse le vote des militants, et la troisième sur laquelle on respecte le vote des militants.
En tant que première secrétaire fédérale, je dis que je vais respecter les décisions de la Commission des résolutions. Je vais respecter cette décision que je juge malgré tout parfaitement arbitraire.
Je dis que je ne peux pas préjuger de ce que fera le camarade militant qui a été désigné. Je dis que je ne peux pas préjuger de ce que vont faire les militants des Hautes-Pyrénées non seulement dans la circonscription n° 3, mais dans les deux autres circonscriptions.
Je dis que je ne peux préjuger de ce que fera l'électorat au niveau de la troisième circonscription. J'ai écouté Michel Rocard, hier, disant que nous entrions dans une phase d'éducation politique décisive. Je ne pense pas que la méthode soit la meilleure.
J'ai entendu aussi Pierre Mauroy dire : "J'ai connu dans ce Parti des moments de joie et des moments de doute".
J'ai envie de dire à Pierre Mauroy maintenant : "Je doute"
Et j'espère malgré tout que le Socialisme gagnera.
(Applaudissements)

Le président - Merci.

Fondation Jean-Jaurès

Un intervenant (Indre et Loire)
Le problème de l'Indre-et-Loire n'a pas été soulevé.

Louis Mermaz - C'est Mexandeau... dans l'Indre-et-Loire, la Commission a décidé de mettre Christiane Mora sur la circonscription de Loches. Cela a été voté à l'unanimité, moins une voix.

L'intervenant - Je suis mandaté par la fédération d'Indre-et-Loire; le secrétaire fédéral m'ayant laissé un pouvoir, pour rappeler que la Commission exécutive fédérale d'Indre-et-Loire a voté deux textes, mais les deux textes étaient au moins d'accord sur un point : c'est donc un refus unanime d'accepter que le vote des militants soit bafoué.

Louis Mermaz - Le problème, je ne l'ai pas évoqué. C'est Mexandeau qui aurait dû l'évoquer... Pour Christiane Mora, ça n'est pas dans l'accord global. C'est une question de problèmes classiques qui remonte. La Commission a décidé de l'affecter à Loches.

Un intervenant de l'Allier
Dans la deuxième circonscription de l'Allier, le vote a été fait régulièrement. Personne ne l'a contesté. Albert Chaubard n'a pas fait de contestation au niveau de la fédération. Je pense que là, c'est encore une fois de plus, le vote des militants qui est bafoué.
Le vote s'est déroulé de la façon la plus naturelle. Il n'y a eu aucune contestation. Tout s'est fait à partir du listing départemental. A la fin, tout le monde était bien d'accord sur le résultat. Il n'y a pas eu, de la part, d'Albert Chaubard, de contestation au niveau de la Convention fédérale et il le fait maintenant au national.
Moi je dis que c'est bafouer le vote des militants. C'est grave parce qu'on a déjà un problème dans la première circonscription où aussi le vote des militants a été bafoué. C'est 75-71 et non pas 74-71. Il va y avoir des réactions difficiles à contrôler dans l'Allier.

Leconte (Essonne)
Je rappelle que la Convention fédérale a approuvé à l'unanimité les désignations des candidats pour les 10 circonscriptions.
Je prends acte de la décision, de la proposition faite concernant la 10ème circonscription pour Julien Dray et la 5ème circonscription pour Roger Bambuck.
Ce que je ne comprends pas, c'est la désignation concernant la deuxième circonscription qui consiste à ce que José Garcia, candidat dans la 9ème, battu après le vote en circonscription, sans aucune irrégularité, se trouve projeté sur la deuxième circonscription contre le camarade Amaury Couderc, qui a été élu à l'unanimité, après entente de toutes les sensibilités.
Donc, dans ma fédération, tout s'est très bien passé au niveau des votes des

Fondation Jean Jaurès

candidats dans la fédération.
Je ne vois pas pourquoi au nom d'un accord global, le camarade José Garcia, qui a été battu à la régulière dans la 9ème, serait transféré sans autre forme de procédure sur la seconde, contre un camarade qui a été élu à l'unanimité avec l'accord général.
Je note d'ailleurs au passage qu'on ne me précise pas pour José Garcia qui serait son suppléant...
De plus, bien qu'au nom de ma fédération, je comprenne que le Parti propose Roger Bambuck et Julien Dray comme nous en avions été informés, pas de problèmes... en revanche, en ce qui concerne José Garcia, compte tenu de cette décision, au nom de ma fédération, je serai obligé de voter contre.

Le président - Merci.

Guy Bêche (fédération du Doubs)
A l'unanimité, la Commission exécutive fédérale, ensuite la Convention fédérale, avaient retenu l'opportunité d'Huguette Bouchardeau, pour être retenue sur la deuxième circonscription. Quand je dis à l'unanimité, cela veut dire, tous courants confondus.
Il y avait, dans cette circonscription, où Huguette Bouchardeau n'était pas candidate, deux candidats.
- Le camarade qui est aujourd'hui désigné et qui a fait savoir qu'il ne l'était pas en Convention fédérale, en Commission exécutive fédérale.

En effet, dans la 4ème, il avait été désigné un camarade et un suppléant que la Commission exécutive fédérale, à l'unanimité aussi, avait ratifié.
Aujourd'hui, on apprend que la Commission des résolutions nous impose une personnalité locale qui n'a pas d'implantation sur la deuxième circonscription, avec un suppléant qui vient de refuser d'être son suppléant.
Je crois qu'il faut que vous mesuriez le risque qui existe dans la deuxième circonscription de ne plus pouvoir contrôler les élections, avec les risques effectivement de les perdre.
Donc je crois qu'il faudrait revenir à la décision de la Convention fédérale qui, à l'unanimité, avait décidé cela. Si on a envie de faire éclater une fédération, on ne s'y prendrait pas mieux.

Le président - Merci.

Guillot (Drôme)
Dans la semaine, dans certains départements, il avait été annoncé que certaines ou qu'un certain nombre de circonscriptions seraient gelées. Dans la Drôme, ça n'était pas le cas. Les militants ont tranché et on nous apprend qu'il y a un parachutage... cela ne fait jamais plaisir quand cela arrive chez soi. C'est intolérable quand c'est quelqu'un qui n'est pas connu.
La seule lettre de noblesse qu'a cette personne, c'est que c'est le fils d'un ancien député.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Je crois que nous ne pourrons pas tolérer ce parachutage. Cette personne, je ne sais pas si elle est adhérente au Parti Socialiste, et étant le fils d'un ancien député, moi je dis que cela ne pourra pas passer.

Jacques Telly
J'ai dit hier que nous acceptions que le président des mouvements des Radicaux de Gauche, Doubin, soit dans la troisième circonscription de la Seine St Denis.
J'apprends qu'Isabelle Thomas est candidate sur la 12ème... je voudrais savoir quel est le suppléant.
C'est le Maire, Alfred Vincent, 50 ans de Parti... 25 ans de mandat, premier magistrat et qui avait, pour la première fois, une petite chance d'être élu député.
Je dis que si on veut perdre, si on veut le faire démissionner demain matin, il faut agir comme cela, ce qui aurait un sens, c'est qu'on garde Vincent candidat et qu'on mette Isabelle Thomas comme suppléante.

Dans la salle - Très bien !

Jacques Telly - En Seine St Denis, nous avons fait un énorme effort pour le quota. Je ne préjuge rien de l'attitude de Vincent... mais qui le préviendra ?

Alfred Recours
Il n'y a que 35 femmes, je crois, candidates dans des circonscriptions gagnables.
Dans la fédération de l'Eure, quasi plébiscitée, une femme a été désignée dans une circonscription à 55,3%... et pour augmenter la participation des femmes, eh bien le résultat, la solution serait qu'on la remplace par un homme qui vient d'un autre département.... j'aurais souhaité que Mermaz entende avec son humour bien connu, il aurait saisi tout le sel de la situation.
Cette camarade est une camarade qui est au Conseil régional et qui a fait un remarquable travail jusqu'à présent.
Paradoxalement, elle n'a jamais revendiqué au titre du quota des femmes, mais au titre de la reconnaissance qu'elle avait, comme militante, et comme élue.
Voilà le résultat de l'opération.
Alors cela va provoquer un découragement... j'ai demandé à cette camarade tout à l'heure de bien vouloir donner rendez-vous... (inaudible)...

Yvon Deschamps (fédération du Rhône)
Concernant deux circonscriptions dans le Rhône, on a expliqué à l'Assemblée qu'il ne convenait pas que le premier secrétaire de fédération puisse être candidat là-bas. Cela aurait ressemblé à un parachutage au terme des travaux de la Commission des résolutions.
J'apprends qu'un camarade qui étant candidat dans une autre circonscription, s'est retiré in extremis en début de soirée, et n'aurait pas de suppléant dans cette circonscription.
J'en comprends les raisons politiques. Je doute que les militants qui étaient présentés à l'assemblée de circonscription, apprécient ce parachutage qu'ils ont

refusé, concernant le premier secrétaire de cette fédération.
S'agissant d'une autre circonscription, la 13ème du Rhône, j'apprends que Bruno Polga, le maire de Saint-Priest, élu suppléant de Jean Poperen, à l'issue de l'assemblée de circonscription, se voit remplacé - et j'en comprends encore les raisons politiques - par Martine David, ancienne suppléante de 1981 à 1986 de Jean Poperen. Il ne peut s'agir que de raisons relatives au quota des femmes.
Nous avions eu, dans cette fédération, le souci d'avoir sur 14 circonscriptions, 3 femmes candidates dont l'une l'emportera à coup sûr. Quatre autres femmes étant par ailleurs suppléantes.
J'ajoute que la ville de Saint-Priest, la principale ville de cette circonscription, 45 000 habitants, le Front National y a fait 25%.
Si on veut se mettre en situation difficile, sachant que le responsable du Rhône, Bruno Polga est candidat, et que l'ancien maire Socialiste dissident, Louis Giraud, est suppléant du candidat RPR, on se prépare de beaux résultats électoraux dans ce secteur.
C'est tout ce que j'avais à dire.

Le président - Nous enregistrons toutes ces interventions.
Il est bien évident que les propositions qui vous ont été faites sont le fruit d'un accord global passé à la Commission des résolutions, composée de représentants de toutes les sensibilités.
On ne peut pas ouvrir le débat maintenant, circonscription par circonscription.

André Pineau
Pour la 2ème circonscription des Deux-Sèvres, Alain Billon est proposé. Je l'ai rencontré lui-même et il m'a annoncé qu'il n'était pas partant.

Jean-Pierre Udiet (Ariège)
Les désignations se sont passées de façon tranquille, sereine, normale dans la 2ème circonscription notamment. René Massat l'a emporté sur Jean Pierre Huosset qui a accepté la Convention générale à l'issue du scrutin.
Je m'apprêtais à reprendre mon avion tranquillement et j'apprends que Jean Pierre Huosset devrait remplacer René Massat ? J'aimerais savoir ce qu'il en est. Sachez qu'en aucun cas cela ne sera possible.

Le président - Bêche, tu as déjà parlé.

Guy Bêche (Doubs)
J'ai le droit d'intervenir pour conforter la position de notre convention. Nous avons eu aussi l'accord global d'autres fédérations. Or, il est remis en cause. Je voudrais insister sur le fait qu'on va créer des situations invraisemblables.
Je vous demande donc de revenir à l'accord global fédéral qui a été conclu ; il n'y a aucune espèce de raison de le changer... (inaudible)

Fondation Jean-Jaurès

Gisèle Stievenard
Je ne voudrais pas que notre Convention passe au vote sans qu'ai été évoqué un sujet qu'on connaît bien, qui a souvent été évoqué ici par Yvette Roudy : celui de la représentation féminine. Nous avons tenu une Convention, il y a quelques semaines de cela, où nous avons entendu des propos très pertinents de la part de l'ensemble de nos dirigeants et responsables.
Nous avons sorti une affiche pendant la campagne qui disait : l'égalité, on en parle ; faisons-la.
Le Président de la République, dans ses meetings est intervenu sur la question de la représentation féminine de façon très pertinente également.
Je constate que, compte tenu des informations qui nous sont données, nous risquons de retrouver une présence féminine à l'Assemblée Nationale qui sera, au plus égale à celle que nous connaissions ; je crois même qu'elle soit plutôt inférieure.
J'ai bien conscience que la Commission des résolutions a eu un travail fort difficile à conduire. J'en conviens parfaitement. Mais il faudra qu'un jour ce Parti s'habitue quand même à ce que les femmes soient reconnues et que leur travail soit aussi reconnu.
Je peux vous dire qu'il y a plutôt à l'égard de celles qui acceptent d'être candidates, des méthodes qui sont tout à fait décourageantes. Je n'irai pas plus loin. J'indique simplement qu'il va y avoir une déception dans le Parti. Il m'aurait paru quand même surprenant que cela ne soit pas évoqué dès à présent.
Vive le coefficient de mixité. A bas le quota féminin ! Moi, je veux bien, mais le niveau national n'est pas celui qui porte la plus lourde responsabilité puisque la plupart du temps, il... (inaudible)... les effets des votes qui interviennent au niveau des sections et fédérations.
C'est donc à une prise de conscience collective que je voudrais appeler ce Parti, une fois de plus !

Une participante (Eure)
Très rapidement, je voudrais soutenir ce que vient de dire notre camarade en tant que responsable de la Commission nationale, et je voudrais intervenir pour soutenir la candidature de notre camarade de l'Eure qui a été soutenue par sa fédération à l'unanimité. Je demande, en tant que responsable d'une Commission de femmes, qu'on revienne sur cette candidature là principale ment.

Une participante (Loire Atlantique)
Dans le même ordre d'idée, j'ai entendu que j'avais été battue en faisant 12% de voix. J'en ai fait 30.
Alors, je veux bien qu'on torde les chiffres mais quand même pas à ce point !

Guilloteau (Aisne)
J'avais été l'un des rares intervenants et j'avais posé une question en ce qui concerne le vote de 31 camarades ayant moins de trois mois de Parti. J'avais

Confédération Jean Jaurès

déposé un dossier. Je crois que la Commission des contentieux ne s'est pas penchée sur le sujet. Je suis quand même un peu surpris.

Le président - Je donne la parole à Louis Mermaz pour répondre aux observations faites.

Louis Mexandeau
Auparavant, si tu permets, dans l'Aisne, le Bureau fédéral avait contesté la validité de 10 votes. Mais les irrégularités constatées n'étaient pas de nature à inverser le résultat portant sur 103 suffrages exprimés, avec un écart de 29 – 67. Donc, la protestation n'a pas été retenue.

Louis Mermaz
Un certain nombre d'entre nous vont devoir se rendre dans cinq minutes à la Présidence de la République où va se dérouler la cérémonie d'investiture pour le second septennat du Président de la République. Plusieurs sont dans cette situation ici; J'en vois déjà qui prennent leurs dispositions.
Je vais répondre à un certain nombre d'interventions importantes et significatives sans pouvoir les couvrir toutes bien sûr.
Je constate que les interventions, c'est normal, sont celles de camarades représentant des fédérations qui désapprouvent ou qui s'interrogent sur l'accord global et ses implications dans leur fédération. C'est normal et l'on doit écouter ces remarques avec beaucoup d'attention et de respect.
Par contre, à part une intervention isolée d'une camarade nous n'entendons pas les fédéraux qui n'ont pas de problèmes ; même, plusieurs d'entre eux sont déjà repartis. Ce matin, chez moi, très tôt, on m'a appelé pour me dire : "Alors ? On peut y aller ?... je pars, il faut que j'atteigne mon département."
Donc, restent ici ceux qui ont des problèmes et c'est utile pour nos débats.
Je demande à Pierre Mauroy - il le fera dans un moment - cette situation.
L'accord global et la prise en compte des intérêts du Parti doivent être étudiés ensemble. Il est vrai que l'accord global, parfois, pose des problèmes, je le comprends bien, à certaines fédérations. Lorsque j'entends tel ou tel camarades, par exemple en ce qui concerne Isabelle Thomas, faire des observations ou des contre-propositions, je demande à ce que ces camarades, très responsables, tiennent compte du fait que la victoire a été globale et que nous avons, comme dans le cas non contesté de Dray, des dettes d'honneur. J'ai connu cela, dans l'Isère en 1981, avec la candidature au dernier moment de Gisèle Halimi ; c'était une dette d'honneur. Il faut bien que quelqu'un accepte de les honorer, compte tenu du fait que ce n'est pas une fédération seule, un militant seul, un candidat à la candidature qui est porteur, à lui seul, de la victoire.
Il faut donc dépasser les partiedarismes (?) ; sinon, notre travail n'a pas de sens.
Isabelle Thomas me semble un cas tout à fait représentatif dans la mesure où elle est l'apport de la jeunesse. Il ne faut pas l'opposer à un militant qui a cinquante ans de Parti. On a besoin des deux. Mais il se trouve que, compte tenu du soutien des jeunes, il est important qu'il y ait quelques jeunes qui, par définition,

Fondation Jean Jaurès

n’ont pas cinquante ans de parti. Je vous demande de réfléchir à cela.
J’ai entendu parler un jour de cordon ombilical. Je n’ai pas très bien compris ce dont il s’agissait. Je pense que le cordon ombilical est en place. Il faut tenir compte des intérêts locaux.
On me parle de Alain Billon, un excellent ami d’ailleurs. Il ne faut pas poser le problème uniquement de Paris. Lionel Jospin a quitté Paris à un certain moment pour remplir une mission en Haute Garonne. Cela pourrait sembler paradoxal mais c’est la conséquence de ce premier mouvement qu’il puisse y avoir une seconde sortie de Paris pour aller vers les Deux-Sèvres. Que Billon me fasse l’amitié de m’en parler en début d’après-midi. C’est une circonscription gagnable.
On me parle d’Alain Brunet. Je le dis à un excellent camarade qui s’appelle Guillaume. On devrait pouvoir raconter les choses par le détail. Pourquoi ne pas le faire, après tout ? On est à huis clos... Il s’est trouvé en conversation très avancée - par pudeur je n’en dirai pas plus - avec Pierre Bérégovoy. Il faut se rendre des services. C’est pourquoi il arrive à Romans, circonscription pas commode, peut-être moins difficile pour lui que pour d’autres puisqu’il est le fils de l’ancien député qu’on apprécie bien.
Compte tenu de tout ce qui a été dit, nous avons un accord qui est bon, qui permet de faire l’ouverture, qui suppose un certain nombre de sacrifices répartis à travers tous les courants ou sous-courants du Parti. Ce serait très dommage de le remettre en cause.
Je demande donc à Pierre Mauroy d’apprécier cette situation. Il faut se donner le temps nécessaire pour que les explications soient faites, les coups de fil passés, que les conversations aient lieu. Il faut qu’un système soit mis en place pour répondre aux échéances qui, maintenant, approchent, et je suis sûr que tout le monde aura à cœur de faire que cet accord global soit honoré.
Je pourrais d’ailleurs, dans le creux de l’oreille d’un certain nombre d’amis, préciser le message.
Voilà ce que j’avais à vous dire.

Pierre Mauroy
Chers camarades, c’est la première Convention nationale à laquelle je participe comme premier secrétaire, à la suite des interventions des uns et des autres, dans une situation qui est naturellement un peu délicate ; c’est toujours le même problème.
Je demande à chacun d’entre vous d’être vraiment à la hauteur de la situation.
Nous sommes après une élection présidentielle et vous savez quelle victoire nous a apportée François Mitterrand. Ce soir, tous nos candidats doivent avoir leur nom déposé dans les préfectures et nous n’avons que quelques semaines, un temps très court, pour peut-être remporter la plus grande victoire que le Parti ait jamais connue.
Nous serions coupables si, ce matin, nous prenions des dispositions qui pourraient contrarier cette victoire qui s’annonce. En tout cas, j’ai le devoir, comme premier secrétaire de ce Parti, de tout mettre en oeuvre, au lendemain de

la victoire de François Mitterrand pour assurer cette victoire, au-delà des problèmes qui peuvent se poser, des difficultés qui apparaissent et des revendications qui peuvent être légitimes à partir de cas personnels.
Je me permets de vous dire que la semaine que nous vivons est tout de même une semaine exceptionnelle ; le Parti change de premier secrétaire ; le Parti a à désigner en une semaine 577 candidats. Le Parti a pratiqué l'ouverture comme il ne l'a jamais fait. J'ai souvenir comme secrétaire national à la coordination, d'avoir eu 13 cas à régler. Nous avons été immobilisés toute une journée, et, je vous l'ai déjà dit mais je vous le répète, je me souviens de la phrase de François Mitterrand : "Mauroy, vous avez fait un travail éléphantesque !" 13 Radicaux de gauche !
Aujourd'hui, plus de 40 circonscriptions, c'est-à-dire un travail, compte tenu de l'expérience que j'ai du Parti, que nous n'aurons pas dû entreprendre. Mais c'est notre devoir de l'entreprendre. C'est notre devoir de répondre à la politique de l'ouverture. C'est dur, mais tout de même, sur 577 candidats, 40 circonscriptions où nous devons pratiquer l'ouverture plus une dizaine où il y avait des problèmes, disons, entre Socialistes, cela ne fait que 50 circonscriptions qui sont concernées.
Plus de 520 candidats sont désignés, nous l'avons voulu, dans les formes les plus démocratiques. Les circonstances auraient justifié - beaucoup de camarades me le demandaient, beaucoup de responsables également - que nous prenions des mesures exceptionnelles pour rendre compte après les élections, et que, finalement, la désignation se fasse par l'intermédiaire d'une Commission sur le plan national, sur propositions des Commissions fédérales, avec, ensuite, une Convention nationale pour statuer.
J'ai souhaité et nous avons tous été finalement unanimes pour dire qu'il fallait des réunions de sections et des réunions d'assemblées générales de circonscription s. Nous avons retardé le vote à mercredi, jeudi, c'est-à-dire que nous nous mettions tous le dos au mur. Nous savions fort bien qu'une fois que toutes les assemblées se seraient réunies sur tout le territoire, vous viendriez ici en Convention nationale, avec les décisions prises, et que le fameux accord global que nous devions vous présenter, poserait des problèmes.
Beaucoup de camarades, premiers secrétaires ou représentants de fédérations sont rentrés. Ils sont rentrés pour faire leur travail. Tout est en ordre dans leur fédération et c'est le cas de la grande majorité des fédérations. Vous êtes restés, et c'est bien légitimes, particulièrement ceux où il y avait des problèmes. Nous ne pouvons pas donner l'impression que la Convention va se terminer sur ces problèmes et que le Parti va s'immobiliser sur ces problèmes.
Je vous demande de comprendre que les propositions qui vous ont été faites, celles de l'ouverture et celles de la dizaine de circonscriptions qui s'ajoutent à celles de l'ouverture, ont fait l'objet d'entretiens au plus au sommet de l'Etat, avec le Président de la République, avec le Premier Ministre - bien sûr, nous avons des responsabilités qui sont celles-là. Nous y avons passé des heures, et je rends hommage à Louis Mermaz qui, inlassablement, a discuté avec les uns et les autres Chacun en conscience s'est retrouvé à la Commission des résolutions

et c’est un accord unanime qui a été pris avec tous les responsables du Parti.
Je vous demande, mes camarades, de suivre cet accord unanime. Je vous le demande. Je le demande à chacun d’entre vous. Il n’est pas possible qu’au niveau de la Convention, avec ceux qui restent ce matin, ceux qui sont déjà partis au travail, nous ne puissions pas retrouver cette unanimité.
Vous avez des problèmes certains, légitimes et, légitimement, certains ne sont pas contents.
Après les élections législatives, nous pourrons nous retrouver... avant une Convention exceptionnelle, si vous le souhaitez, et vous vous exprimerez.
Maintenant, nous sommes devant notre travail, nous sommes devant la campagne que nous devons mener.
Nous avons pris, en conscience les décisions les uns et les autres et nous ne pouvons pas additionner les mécontentements de telle ou telle fédération.
Moi l’accord global - je l’ai dit hier et celui qui vous parle est un militant qui a toujours respecté les votes et qui en tient le plus grand compte - je n’en suis pas satisfait.
Il y a même un certain nombre de décisions qui me heurtent, qui me choquent dans cet accord global. Et je comprends, par conséquent, les réactions que vous devez avoir... tout ce que je sais, en tout cas, c’est qu’il y a un certain nombre de décisions qui sont choquantes. L’addition finalement de toutes ces décisions fait un accord qui a entraîné l’accord général de la Commission des résolutions et je demande et je souhaite que la Convention donne son accord général et unanime aux dispositions qui ont été prises par la Convention.
S’il devait en être autrement, je n’aurais pas d’autre solution que de demander la convocation d’un Bureau exécutif exceptionnel cet après-midi à 15 h et par conséquent, avec toutes les conséquences que vous savez.
C’est une heure difficile et pourtant, nous vivons des heures tout à fait exceptionnelles. Je demande à chacun d’être à la hauteur de l’enjeu.
Je demande à tous les responsables qui ont été d’accord à la Commission des résolutions, de dire leur accord avec moi pour que nous puissions nous quitter avec un accord unanime de la Convention nationale.

Le président - Merci Pierre Mauroy. Si vraiment vous avez des remarques très brèves à faire, il faut que vous les fassiez afin que nous arrivions à conclure très vite.
Après avoir entendu les explications du premier secrétaire, je vais vous demander, si vous êtes d’accord, pour accepter cet accord global... et au cas où cela ne se produirait pas ainsi, il faudrait retenir la proposition de Pierre Mauroy d’un Bureau exécutif cet après-midi.
Je pense que nous avons autre chose à faire que de nous réunir à nouveau cet après-midi.
Je vous demande, à mon tour, de voter dans le sens de cet accord global.
Que ceux qui sont d’avis d’accepter cet accord global veuillent bien le manifester en levant la main ?
…..

Avis contraires ?
Il y en a deux. Non 3... je vous remercie.

Dans la salle - Refus de vote...

Pierre Mauroy - Il faut prendre exactement les refus de vote.

Le président - On va compter. Ceux qui sont pour ?
…..
Ceux qui sont contre ?
Abstentions ?
3.
Refus de vote ?
3 aussi.
Donc l'accord global est accepté par la majorité, moins 3 voix contre, 3 abstentions et 3 refus de vote.
Je vous remercie de la compréhension que vous venez de nous manifester.

Pierre Mauroy - Merci, camarades.

Le président - Ca n'est pas tout à fait terminé... Henri Emmanuelli a une brève communication à vous faire.

Henri Emmanuelli
Juste un mot. Vous avez le matériel dans les valises. J'insiste sur le fait que le label des candidats, c'est : majorité présidentielle pour la France unie.
Nos candidats sont les candidats de la majorité présidentielle pour la France Unie.
Sur le bulletin de vote, vous mettez; Parti Socialiste, majorité présidentielle, ou l'inverse.
C'est cela qui serait souhaitable, qu'il serait souhaitable de mettre.
Merci.

Le président - Merci, et bonne chance pour le combat des deux prochaines semaines.
La séance est levée.

Fondation Jean-Jaurès